Les problèmes de l'industrie de l'habillement

17 déc 2020 - 07:00

Masja Zandbergen, Robeco

La pandémie a recentré l'attention des investisseurs sur la manière dont les entreprises traitent leurs employés, leurs clients et leurs fournisseurs.



Les entreprises du secteur de l'habillement et du textile peuvent exploiter et contrôler elles-mêmes leurs usines de fabrication, bien qu'elles sous-traitent souvent en partie cette responsabilité à leur réseau de fournisseurs. Celles qui exploitent leurs propres usines ont la responsabilité directe de fournir un lieu de travail sûr et s'engagent à respecter les droits du travail et les droits de l'homme.

Lorsque la fabrication est externalisée, les entreprises trouvent généralement des fournisseurs dans les pays où les coûts directs sont les plus bas, où la réglementation et la protection des travailleurs sont également limitées. Les fournisseurs sont souvent dépendants de l'entreprise d'habillement contractante et doivent s'adapter à la pression

des prix – deux facteurs qui augmentent le risque de détérioration des conditions de travail. Les salaires versés aux travailleurs de la chaîne d'approvisionnement sont souvent bien inférieurs aux estimations du salaire de subsistance et les placent bien trop souvent au seuil de pauvreté.

Les entreprises dont les chaînes d'approvisionnement sont transparentes renforceront leur permis d'exploitation social et leur image de marque.

Afin de créer des chaînes d'approvisionnement résistantes et compétitives, les fabricants de vêtements, accessoires, produits de luxe, chaussures et textiles doivent trouver un équilibre entre les impératifs commerciaux, tels que la qualité, les coûts et les délais de livraison, et des questions plus générales (comme l'impact environnemental, les considérations sociales et les pratiques commerciales). Les entreprises mettant en œuvre des politiques efficaces peuvent réduire considérablement leurs risques opérationnels et en termes de réputation ainsi que le contrôle réglementaire potentiel.

Les entreprises dont les chaînes d'approvisionnement sont transparentes renforceront leur permis d'exploitation social et leur image de marque. Il est essentiel d'exercer une due diligence efficace tout au long de la chaîne d'approvisionnement afin d'identifier les domaines à haut risque où des problèmes liés au travail pourraient survenir. Cette évaluation devrait être suivie d'actions concrètes visant à prévenir et à atténuer ces problèmes, mais aussi d'une mesure cohérente de l'efficacité de ces actions.

IMPACT DU COVID-19 DU POINT DE VUE SOCIAL

Plusieurs marques de vêtements et détaillants ont annulé ou reporté des commandes, la pandémie ayant entraîné la fermeture de magasins dans le monde entier et une diminution considérable des flux de revenus. Les usines des pays producteurs sont confrontées à des défis majeurs pour maintenir leurs activités tout en subissant une baisse du volume des commandes. Au Bangladesh, le deuxième exportateur mondial de vêtements, les fabricants ont perdu plus de 2,7 milliards d'euros en paiements pour des commandes qui avaient déjà été produites ou approvisionnées.

Il est important que les marques s'engagent à adopter des pratiques plus durables en établissant des relations à long terme avec leurs fournisseurs.

Les travailleurs des pays à faibles coûts de production ont été les plus durement touchés, étant donné l'absence de systèmes de protection sociale solides sur ces marchés. Ils sont davantage exposés à une cessation d'emploi soudaine, à l'absence d'indemnités de licenciement ainsi qu'à une sécurité sociale et une assurance maladie inadéquates.

LES ENTREPRISES DOIVENT PASSER DE L'ENGAGEMENT AUX AMÉLIORATIONS RÉELLES

Un engagement croissant à résoudre ces problèmes existe, mais il reste encore du travail à accomplir en matière de mise en œuvre. Plusieurs défis doivent être relevés en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement de l'habillement et le paiement d'un salaire décent. Il est tout d'abord nécessaire d'améliorer la disponibilité des données afin que

les entreprises soient mieux à même de comprendre quels sont les niveaux de salaires payés par les fournisseurs et où ils se situent par rapport aux salaires de subsistance de référence.

En outre, il est important que les marques s'engagent à adopter des pratiques plus durables en établissant des relations à long terme avec leurs fournisseurs, ce qui leur permettra de mieux prendre en compte le coût de la main-d'œuvre dans leur travail d'approvisionnement. Il devrait également y avoir un dialogue social pour garantir la liberté d'association et les conventions collectives en tant qu'outils permettant d'améliorer réellement les salaires. Cela ramène à l'importance de la collaboration à l'échelle du secteur avec non seulement les marques, les fabricants et les travailleurs, mais aussi avec les gouvernements et les autres parties prenantes pouvant contribuer collectivement à accélérer le changement systémique nécessaire dans le secteur.

Enfin, il est nécessaire de rallier le reste de l'industrie de l'habillement. Les changements législatifs sur la due diligence obligatoire en matière de droits de l'homme peuvent réellement contribuer à la construction d'une chaîne d'approvisionnement plus résistante au bout du compte. Il y a par exemple des signes prometteurs chez les législateurs néerlandais qui se préparent à soumettre une telle proposition au parlement néerlandais, et nous espérons que d'autres pays suivront cet exemple.